

21 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1<sup>re</sup> année. N° 21.

## ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.  
Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

## LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

## DES TRAVAILLEURS.

## AVIS.

Le TOCSIN, voulant assurer la propagande de ses principes, réserve aux travailleurs la faculté de s'abonner pour :

Un mois 1 fr. 50  
Dix jours ou une décade 50  
Une semaine 35

Les abonnements sont reçus rue du Bouloi, n. 26.

SOMMAIRE. — Séance de l'Assemblée. — Un mot sur nous. — Aux amis de la liberté de la presse. — Aux ouvriers des ateliers nationaux. — Réclamation. — Faits divers. — Variétés.

PARIS, 20 JUIN.

## SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE.

Avez-vous vu M. Trélat? C'est grêle, c'est sec, c'est doux comme du miel avec un dard de guêpe au fond; le saint homme! Hier il avait calomnié les doctrines socialistes qu'il ne peut comprendre, par la raison que sa boîte à pensées, à côté de ces doctrines, ressemble à une boîte à pilules; c'eût été trop peu s'il n'avait encore calomnié les socialistes. Pierre Leroux, à qui il s'était attaqué, l'a démenti en face. Qu'il réponde le saint homme? Je ne répondrai pas. C'est juste le mot de Tartufe dans la comédie. Nous croyons même que M. Trélat s'est signé.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet d'allocation d'un nouveau crédit destiné aux ateliers nationaux. Avant d'y arriver, une bonne nouvelle. M. Clément Thomas a donné sa démission de commandant de la garde nationale. Sur ce, le président a déclaré que ce citoyen avait bien mérité de la patrie... et de la canaille. Soit! M. Thomas est mort, vive M. Thomas! Le successeur présumé de ce général qui se retire sans avoir livré sa bataille est le général Budeau, si ce n'est le général Changarnier.

Maintenant venons à la discussion.

Il ne s'agit pas de peu. Le premier discours est d'un grand poète qui a l'ambition de passer grand homme d'Etat... Peut-être le peuple nous dira-t-il qu'il sort d'en prendre. N'importe; voyons ce que Victor Hugo veut faire pour les travailleurs.

Jeune encore, M. Victor Hugo chanta la branche aînée; plus tard il chanta la République. S'il n'a pas charté Louis-Philippe, c'est qu'il y a de ces choses qu'on ne peut décentement mettre ni en vers ni en musique; mais, pour lui prouver sa bonne volonté, il mendia en prose l'honneur d'être pair de France. Dès ce moment, il se destina à une belle carrière politique... sous la régence. Chevalier de la duchesse d'Orléans, il lui garda sa fidélité jusqu'au 23 février au soir; le 24, il comprit que la France avait besoin de son génie, attendu qu'il rime plus richement que Lamartine, et le voici en pleine République.

Quel a donc été le premier mot de ce génie? Il vous aurait fallu le voir se carrer en président futur, en sauveur de la France, et il vous a régenté tout ce monde avec une majesté qui ne demandait pas mieux que de tourner au Napoléon. C'est sa manie. Finissons vite, morbleu, avec toutes ces montagnes grosses d'une souris, et accouchons-les sans façon du petit, afin de n'avoir plus à nous occuper de la mère.

Toute la conduite du gouvernement à l'endroit des ateliers nationaux, l'orateur la blâme, c'est connu;

qu'eût-il fait, lui? c'est un mystère. Tout ce qu'il nous révèle, c'est qu'il soutiendra les mesures de dispersion et de dislocation des ateliers nationaux. Ouf! quel enfantement à amuser un chat!

En outre, toutes les injures accumulées sur les ouvriers des ateliers nationaux, l'orateur les répète hypocritement. S'il proclame le peuple de Paris un glorieux peuple, il insinue les épithètes de fainéants, de lazaroni, de mendiants, de prétoirs de l'émence, de soldats d'une dictature... C'est la poésie de maître Dupin. Oui, d'une main il couronne le peuple, de l'autre il lui fait sur la blouse une large marque à la craie.

Et cependant, ô poète, vous dites que les grandes choses de Paris se sont faites grâce aux penseurs qui les préparaient et aux ouvriers qui les exécutaient. D'où vient que vous ne devinez pas qu'il y a dans l'attitude des ouvriers des ateliers nationaux le désir d'exécuter une grande chose que les penseurs ont préparée? Les ouvriers ont été plus intelligents que vous. Tout grand poète que vous êtes, monsieur Hugo, votre front académique ne va pas jusqu'au cœur du peuple!

Pourtant vous voulez bien reconnaître que la question est dans le peuple, dans les souffrances du peuple, dans les déresses du peuple, et comme si vous n'aviez parlé que pour souffler le chaud et le froid, que pour avoir une double grimace, vous accusez les socialistes d'avoir déterminé la déresse générale par leurs prédications funestes!

Ainsi, vous ramassez les pierres tombées de la main de tous les sots bourgeois de la ville, vous en remplissez votre manche, et à votre tour, du haut de votre gloire, vous lapidez les prophètes, vous, poète! Tout ce qui différencie votre procédé, c'est qu'à vos cailloux vous mêlez quelques fleurs, plus vos avis souverainement sages. Vous daignez nous conseiller de dire à ce peuple qui manque de pain, de vêtement, de lumière et d'air que nous faisons pour lui des rêves de bonheur. Des rêves! voilà votre remède aux souffrances que vous avez décrites! Des rêves, voilà la solution de ce que vous déclarez vous-même la question fondamentale de l'époque!

Appelons les choses par leur nom, monsieur Hugo. Le mot trivial vous va, à nous aussi. Hé bien! ce que vous nous conseillez à nous autres socialistes, c'est de blagueur le peuple. Merci! grâce à Dieu, ce ne sera jamais à nous qu'il dira, comme dans la pièce que vous savez: Vous êtes un blagueur.

Vous nous avez fait aujourd'hui grand pitié. Vous ambitionnez la présidence dans un avenir prochain, et vous avez esquissé votre programme, un œil sur le peuple, tout en regardant la bourgeoisie. Vous louchez, mais vous ne trompez personne. Ah! quelle mission sublime, si vous aviez eu de l'âme! Brisons-la, vous vous perdrez, c'est nous qui vous le prédisons. Allez donc, et perdez-vous puisque vous n'avez pas assez de charité, superbe, pour laver les pieds des pauvres; puisque vous n'avez pas assez de foi, incrédule, pour croire que ce peuple en haillons et sans pain porte en lui l'avenir du monde et marche dans la voie de Dieu.

## UN MOT SUR NOUS.

Les rédacteurs du TOCSIN n'ont point à parler d'eux; leur œuvre, voilà le témoignage qu'ils rendent d'eux-mêmes tous les jours.

Cependant leur vie publique, dans le passé aussi bien que dans le présent, relève du peuple qui a le droit de connaître et de juger les serviteurs de sa cause. Tant de gens se font à cette heure ses valets après avoir été ses ennemis! Que de misérables porteurs

de la livrée royale ont retourné leurs habits et sont devenus les plats courtisans de la démocratie! Grâce à Dieu, nous ne sommes pas des hommes nouveaux dans la foi républicaine. En elle nous avons vécu, et nous mourrons en elle.

Cette justice, que nous nous faisons la tête haute, le *Courrier français* nous l'a faite dans la personne de l'un de nous, avec une loyauté méritoire en ce temps de basses calomnies et de vaniteuse concurrence. Nous remercions ce journal, et nous extrayons de l'article signé Joigneaux, représentant du peuple, le passage qui nous concerne.

« Étrange mystère des choses humaines! La presse sera maltraitée par la République, le gouvernement de tous par tous, qui n'a pas de droits antérieurs et de privilèges à sauvegarder. Un seul journaliste, représentant du peuple, le rédacteur en chef du *Courrier français*, a rempli son devoir en cette circonstance.

« Un modeste travailleur, nous ne dirons pas un journaliste, bien qu'il écrive dans un journal, est venu aussi apporter son concours, éprouvé déjà par d'anciennes persécutions. Il laisse de temps en temps ses bouquins (car il est bouquiniste de profession), pour exposer ses idées et donner quelques avis à ses frères.

« Le citoyen François Delente, ancien ouvrier cambreur, a figuré avec honneur parmi les braves combattants de Saint-Méry; il a été au premier rang des crieurs sous le gouvernement déchu. La prison, à laquelle il fut condamné par la Cour des pairs lui servit: il y apprit à lire et à écrire. A force d'étude et de persévérance, il est parvenu à acquérir une instruction assez solide et assez variée pour concourir d'une manière remarquable à la rédaction d'un journal. Le courage et le dévouement à la cause des travailleurs sont si rares qu'on doit s'empresse de les signaler; car on ne rencontre presque partout que de l'hypocrisie.

Nous n'ajouterons qu'un mot. Devenu écrivain, Delente est né orateur, et son éloquence, nerveuse et fine, partant toujours de l'âme, serait admirée à l'Assemblée nationale, comme elle est aimée de tous les clubs populaires où il a pris la parole.

Qu'on nous pardonne cet éloge d'un collègue. Si Delente était académicien, nous nous tairions; mais c'est un enfant du peuple et un véritable ouvrier. Nous sommes si fiers d'avoir à le montrer à nos amis et à nos ennemis, comme un échantillon de toutes les richesses intellectuelles et morales que le peuple recèle, richesses dont le bienfait de l'éducation dotera un jour notre société! C'est grâce à lui que nous avons osé entreprendre la tâche si difficile de faire un journal adressé au peuple; grâce à lui nous y persévérons, car l'ancien ouvrier cambreur et le vieil homme de lettres ont mis leurs mains l'une dans l'autre avec une religieuse fraternité.

E. BARRAULT,

Ancien rédacteur en chef du *Courrier français*.

## Aux amis de la liberté de la presse.

Nous lisons sous ce titre, dans le *Représentant du Peuple*, l'article suivant:

« Hier dimanche, les ouvriers compositeurs typographes, réunis à Montmartre, en assemblée générale, ont pris à l'unanimité la détermination de cesser immédiatement tout travail dans les ateliers d'imprimerie pour les journaux (même pour le *Moniteur*), si le principe du cautionnement est maintenu par le gouvernement de la République.

« En prévision du chômage qui pourra suivre cette mesure, une souscription est ouverte dans les bureaux du journal le *Représentant du Peuple*, qui sous-



crit lui-même dès aujourd'hui pour 500 fr. »

Déjà plusieurs feuilles ont combattu le principe du cautionnement; il nous reste à connaître sur ce point l'opinion du *National*, de la *Presse*, des *Débats*, du *Constitutionnel*, du *Siècle*, etc.

A notre avis, tous les journalistes, quelles que soient leurs doctrines, doivent faire cause commune, quand il s'agit de la liberté de discussion. Faut-il que les ouvriers compositeurs typographes nous aient devancés dans une généreuse manifestation contre un principe qui soumet l'expression de la pensée aux conditions du capital? Ayons du moins le mérite de mettre à profit un bon exemple.

Il y a longtemps qu'on parle de la *République des lettres*. Le triomphe du républicanisme politique en aurait-il altéré le caractère? La plume-capital tiendrait-elle à mettre à néant, grâce au second de ces deux instruments de travail, toute opinion qui ne serait pourvue que du premier?

En attendant, messieurs de l'Assemblée nationale ajournent avec dédain la discussion du projet du citoyen Pascal Duprat, relatif à l'abolition des cautionnements. A votre aise, messieurs, vous vous attaquez à l'écrivoire, l'écrivoire vous le rendra, et nous vous barbouillerons de notre encre. Fi! les vilains!

#### Aux ouvriers des ateliers nationaux.

Dire pourtant que voilà bientôt quatre mois que la révolution de février est faite! Dire que voilà tous les garçons de bureau et les porteurs du *National* casés, et que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles!

Il est constant que le travail ne reprend pas; l'État dévore sa richesse et son crédit; nous sommes à la veille d'une banqueroute. Et dire pourtant que nous sommes en République, en véritable République même, le citoyen Marrast en est bien sûr!

Ainsi parlent les demi-républicains, actuellement au pouvoir, et ils en poussent de profonds soupirs.

— Et comment voulez-vous qu'il en soit autrement, répond la profonde coterie Dupin, Léon Faucher, Goudchaux, etc., quand on est là en présence d'un peuple armé qui vous écoute délibérer, toujours sur le qui-vive sous prétexte de ses droits?

Et puis cette meute des ateliers nationaux. Oh! voilà surtout ce qui nous gêne! Ne sont-ils pas là deux cent mille ouvriers, deux cent mille bandits qui demandent à grands cris l'organisation du travail, et qui ne sortent pas de là. Quels anarchistes! Il n'y a qu'une chose à faire pour rétablir l'ordre, c'est de déporter tout cela le plus loin possible, et tout ira bien.

Les patrons qui sont tous d'honnêtes gens, ne garderont à Paris que les ouvriers bien pensants, et alors, vous comprenez?... les autres seront bien obligés de se laisser transporter en Sologne, dans les Landes, ou tout autre lieu salubre, et nous serons parfaitement tranquilles pour leur confectionner une petite constitution, pour choisir un président... qui donne des garanties à l'ordre.

Et voilà pourtant, ouvriers nos frères, voilà ce qu'a inventé le ministère pour dissoudre les ateliers nationaux! Adopter la proposition de l'honorable M. Turck, fil ce serait inhumain! mais envoyer les ouvriers en Sologne, c'est bien autre chose. Et voilà comme on entend débarrasser d'eux les délibérations philanthropiques de nos représentants!

Si nous en croyons des renseignements sûrs, une liste d'engagements se signe en ce moment même aux ateliers nationaux, à l'effet d'embrigader les ouvriers pour la Sologne. Dans quelque temps même, assurément, ces engagements, libres aujourd'hui, deviendront forcés... Les ouvriers partiront ainsi avec la perspective d'un franc par jour... et de tous les agréments de la campagne pendant la belle saison. Bien entendu il leur sera enjoint, avant de partir, de déposer leurs fusils de gardes nationaux à leur mairie, la chasse leur étant interdite faute de ports-d'armes!

Ouvriers, nos frères, alerte! alerte! montez plutôt votre garde à Paris qu'ailleurs, et comme dit la chanson :

Il fait beau temps, mais prends le parapluie,  
On ne sait pas ce qui peut arriver!...

N. C.

#### Réclamation.

Nous publions, au sujet des beaux arts, une réclamation qu'un statuaire nous adresse.

« On a, en général, très mal compris la mission des artistes, on n'a pas su deviner le but que l'art doit se

proposer d'atteindre dans une nation civilisée. La mauvaise volonté que le pouvoir apporte constamment à s'occuper d'intérêts qui se rattachent essentiellement aux travaux publics, nous détermine à résumer notre pensée en écrivant ces lignes.

« Tout le monde a pu apprécier la vanité de ces promesses dont on nous entretient : « Les beaux arts seront respectés. » Cela est peut-être fort bien au profit des vues de conservation économique de l'État; mais qu'a-t-on fait pour nous? qu'a-t-on fait pour les réformes à introduire dans nos administrations corrompues?...

« C'est qu'il aurait fallu faire attention à la part qui nous est justement échue dans la distribution des droits civiques, et l'on aurait remarqué que l'art, méprisé, refoulé, ignoré même, est cependant le reflet des civilisations et l'expression réelle des différents cultes.

« La représentation nationale peut voir comment, depuis des siècles, l'art est assujéti à la tyrannie du favoritisme, assimilé à la spéculation mercantile; elle appréciera combien sa position est toujours dépendante des phases politiques de la société.

« Il nous faut donc songer à nous allier aux cris unanimes partant des poitrines dévorées du besoin de ces travaux utiles qui donnent à chacun le pain quotidien. En conséquence, prenons garde qu'on ne nous entrave par des systèmes que reprouvent les principes de l'équité et de la démocratie.

A. PAUFFARD, statuaire.

#### FAITS DIVERS.

— Le comité du travail a décidé, après avoir pris connaissance d'une pétition d'un grand nombre d'ouvriers relative à l'enquête que le maire de Paris serait invité à faire procéder à l'élection des délégués de toutes les industries, tout en laissant à ce magistrat la plus grande latitude dans le choix des moyens à mettre en pratique pour procurer une représentation sincère des vœux de toutes les industries.

Le comité a entendu un rapport de M. Pascal Duprat.

L'orateur a passé en revue divers systèmes de crédit qui ont été proposés au comité. Il insista, comme il l'a déjà fait, sur la nécessité de recourir à la création d'un papier sérieusement garanti pour ranimer notre vie commerciale et industrielle.

M. Pascal Duprat a abordé un autre ordre d'idées; il a rendu compte au comité de quelques projets qui ont pour but de donner de l'ouvrage aux travailleurs, et qui pourraient rendre plus facile cette dissolution des ateliers nationaux impatientement attendue.

Ce rapport n'a été suivi d'aucune conclusion pratique; mais M. Pascal Duprat s'est engagé à présenter un projet de banque dont l'objet serait de rendre le crédit accessible, non seulement à la propriété, mais encore au travail dépourvu d'instruments.

— Presque tous les journaux des départements signalent les menées des partisans de Louis Bonaparte. Ici ils parcourent les foires en annonçant qu'il a été proclamé empereur, sous le titre de Napoléon II; là on distribue des portraits et des biographies du prétendant, à la façon des marchands d'orviétan, avec accompagnement de fanfares et de grosses caisses; ailleurs, on annonce qu'il apporte force milliards pour payer l'impôt des 45 centimes; partout on fait retentir son nom dans les campagnes.

— On lit dans l'*Assemblée nationale*, à propos du 23 février :

« Les républicains (une minorité presque infime alors) se sont trouvés tout d'un coup au pouvoir, comme un guerrier que son cheval aurait emporté au cœur d'une citadelle. Est-il vainqueur, est-il prisonnier? C'est une question qui sera résolue par l'audace de l'assiégeant malgré lui, ou la stupeur des assiégés? »

Serions-nous vraiment les prisonniers des aristocrates?

Un peu plus loin, l'*Assemblée nationale*, parlant du peuple lyonnais, ajoute : Il faut en finir à Lyon comme à Paris.

Ainsi, dans la pensée des royalistes et des contre-révolutionnaires, c'en est fait du peuple de Paris et de la République.

— Tous les ouvriers fumistes de la capitale se réunissent demain, 24, à 8 heures du soir, rue Notre-Dame-des-Champs, 33, pour débattre leurs intérêts généraux.

— Le citoyen A. Sibert, brigadier aux ateliers nationaux, a fait apposer aujourd'hui dans Paris une affiche intitulée : *C'est une honte!* dans laquelle il reproche dans un style rude et franc leur lâcheté et bas-

sesse aux citoyens qui veulent se donner un maître. Les animaux seuls ont besoin de maître, dit-il. Une émotion populaire se forme devant chacune de ces affiches, mais on remarque que ceux qui veulent l'arracher appartiennent à la classe bourgeoise et que ceux qui, en bien plus grand nombre, s'y opposent, appartiennent à la classe ouvrière.

#### Variétés.

Un chansonnier-poète, que son amour du peuple et sa foi républicaine ont toujours si heureusement inspiré, Voitelain, dont le nom est aimé de tous les démocrates comme celui d'un chanter de leurs douleurs et de leurs espérances, nous fait cadeau d'une chanson nouvelle. Nous nous empressons d'en parer notre journal.

#### LE BRACONNIER.

AIR : d'Aristippe.

La nuit, sous des langes funèbres,  
Cache les monts et les guérets;  
Gardes, plongez dans les ténèbres  
Pour me suivre dans les forêts. (bis.)  
Mais entre nous pas de querelle;  
Mon plomb ne siffle pas en vain;  
Au vol j'atteins la tourterelle.  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

Ce code, où la terreur domine,  
Est impuissant à prévenir;  
Du mal négligeant la racine,  
Vos lois n'ont pensé qu'à punir. (bis.)  
Moi, ces lois là je les reprouve;  
Moi, qui n'ai pas de lendemain,  
Je prends la vie où je la trouve.  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

La vérité m'est apparue  
Quand, pour me traîner dans les camps,  
La loi ravit à la charrue  
Mon ignorance et mes vingt ans. (bis.)  
Là, pour m'exercer à maudire,  
Mes yeux se sont ouverts soudain;  
Pourquoi m'a-t-on appris à lire?  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

Sept ans du citoyen des villes  
J'étouffai les justes clameurs;  
J'entends encore des chefs serviles  
Me crier : obéis ou meurs. (bis.)  
Quand mon bras servait la colère  
De la puissance, au cœur d'airain,  
L'impôt dépoillait mon vieux père.  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

J'ai revu le foyer champêtre;  
Mais que m'importe mon retour?  
Pour remplir les granges d'un maître,  
L'été je devance le jour. (bis.)  
Puis vient l'hiver et son cortège;  
La huche du pauvre est sans pain;  
Le travail a fui sous la neige.  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

Non, non! l'opulente nature,  
Riches, n'a pas bûni vos droits;  
Le ver, butinant sa pâture,  
Ne fait qu'obéir à sa voix. (bis.)  
Hommes que la fortune enivre,  
Malgré votre insolent dédain,  
Ce qui nait a le droit de vivre...  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

Quand, sous sa robe dégoutante,  
La Débauche trône au château,  
Là-bas ma mère est dans l'attente;  
Le froid a glacé son fuseau. (bis.)  
Ah! que me fait leur sale joie,  
Moi, je prélude à mon festin.  
Laissez mon plomb toucher sa proie....  
Gardes, tremblez! ma mère a faim. (bis.)

L. VOITELAIN.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de Lacour, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 22.